

Afghanistan : retour sur les enjeux d'une guerre

Romain Poirot-Lellig | Maitre de conférence à Sciences Po Paris, ex-conseiller politique de l'UE à Kaboul

Dans son éditorial daté du vendredi 27 août, Le Monde s'interroge sur les fondements doctrinaux de la présence française en Afghanistan et sur l'absence de débat sur ces questions. De nombreux gouvernements n'ont pas eu, en effet, pour priorité d'alimenter un débat public sur la nature de cette intervention.

D'une part, la situation économique et la politique interne ont accaparé ces dernières années de nombreux pays présents dans l'[Hindu Kush](#). D'autre part, la nature des enjeux stratégiques à long terme en Afghanistan en fait un sujet particulièrement complexe, au delà du strict cadre national.

La France, dont les troupes sont reconnues pour leur excellent travail dans un environnement particulièrement difficile, a pour sa part conduit plusieurs discussions sur ces questions, notamment dans l'enceinte de l'Assemblée nationale.

Lutter contre Al Qaeda ?

Mais quels sont au juste ces enjeux à long terme ? Le Monde mentionne la lutte contre Al Qaeda mais ne fait qu'effleurer pour ainsi dire la problématique.

L'enjeu principal en Afghanistan n'est pas tant de lutter contre des éléments terroristes individuels, bien que cela constitue un défi quotidien pour les troupes afghanes et internationales, mais de créer et de maintenir l'espace de sécurité nécessaire pour que le gouvernement afghan, sous ses formes actuelles et futures, puisse assumer un nombre croissant de responsabilités dans les domaines du développement et de la gouvernance et exercer un monopole de la violence légitime.

Bien sûr, depuis 2001, les contributions militaires et civiles en Afghanistan sont également une démonstration de la solidarité transatlantique. La communauté internationale ne peut se permettre de laisser un vide de gouvernance en Asie du Sud qui aurait des conséquences désastreuses sur la stabilité régionale et favoriserait le terrorisme international.

La difficulté réside dans la triangulation entre les capacités, croissantes mais encore largement insuffisantes, du gouvernement afghan, les contingences politiques et budgétaires des membres de la coalition et l'évolution des conditions sur le théâtre au sens large. Cela implique également une mise en cohérence continue des attentes et des moyens.

Aucune tradition de gouvernement centralisé

Certes, les obstacles demeurent considérables, le prix à payer s'accroît en même temps que les opérations militaires s'intensifient, et l'Afghanistan est encore bien loin d'avoir conjuré les spectres d'un passé sanglant. Les interrogations suscitées sont plus que légitimes.

Rappelons cependant que l'intervention en Afghanistan demeure avant tout victime des attentes utopiques et irréalistes créées par la précédente administration américaine, ainsi que de la désastreuse aventure irakienne.

L'Afghanistan n'a jamais eu de tradition de gouvernement centralisé et les efforts d'assistance ne se portent que depuis peu de manière cohérente au niveau des gouvernements de districts et de provinces :

- **au moins 60% du territoire afghan n'est accessible par route** qu'au prix de trajets considérables ;
- **le système éducatif**, un motif de satisfaction pour tous tant nous sommes partis de loin, demeure fragmenté et grandement améliorable ;
- ce n'est que depuis cette année que l'on peut observer **une réelle unité de vues entre les différentes entités américaines à Kaboul**, et a fortiori au sein de la communauté internationale ;
- **la Constitution actuelle protège le droit des médias et le droit des femmes** dans un cadre de référence islamique, mais n'a pas permis jusqu'à présent (entre autres facteurs) l'émergence d'une opposition structurée au sein du Parlement.

Enfin, huit ans après, de très nombreuses données essentielles demeurent absentes : alors que la première règle de la contre-insurrection est de protéger et de contrôler la population, nous en ignorons toujours avec précision le nombre et les composantes, une opposition de nature politique s'étant cristallisée contre l'idée d'un recensement.

Les questions foncières, au cœur d'un très large nombre de conflits locaux en milieu rural comme urbain dans lesquels les forces internationales se retrouvent prises à parti, ne sont devenues une préoccupation réelle que cette année.

Le nécessaire débat sur la stratégie

Quiconque affirmerait que l'on peut résoudre de manière satisfaisante la situation afghane en quelques mois suivis d'un rapide retrait militaire tromperait l'opinion publique.

Lors de son [discours d'ouverture de la XVIIIe Conférence des ambassadeurs](#) du 25 août, le président français a courageusement réaffirmé cette évidence : si aucun gouvernement allié ne souhaite maintenir des unités de combat en Afghanistan plus longtemps qu'absolument nécessaire, les forces internationales ne peuvent agir sur la base d'un seul calendrier national politique.

Cela ne doit évidemment pas empêcher le nécessaire débat sur la stratégie. Malgré l'affirmation répétée que les fondements stratégiques demeureraient inchangés après le [départ du général McChrystal](#) et la réitération d'une directive tactique sur l'indispensable protection des civils afghans par le [général Petraeus](#), des voix

s'élèvent aux Etats-Unis comme en Europe pour que ces fondements soient réexaminés.

La revue stratégique annuelle américaine, qui sera prête d'ici la fin de l'année, doit être vue à cet égard comme une opportunité, et il serait souhaitable que les pays membres de l'UE et de l'Otan présents en Afghanistan soient cette fois partie prenante de ce processus.

Ces pays contribuent tous solidairement en Afghanistan et devraient donc pouvoir être pleinement associés à la réflexion sur l'évolution de la stratégie et sur les moyens d'avancer leurs objectifs communs. La coopération civile et militaire sur le terrain n'en serait que meilleure.

De l'engagement militaire à l'engagement civil

L'année 2010 aura été celle de l'initiation d'un processus politique dirigé par les Afghans et non plus par les donateurs internationaux. La [conférence de Kaboul a défini](#) en juillet un premier cadre de transfert des responsabilités de la communauté internationale vers le gouvernement afghan, province par province, appelé à être approuvé lors du proche sommet de l'OTAN à Lisbonne.

C'est avant tout une transition d'un engagement militaire vers un engagement civil, en ligne avec les priorités afghanes, pour le jour où seules des unités militaires de formation seront appelées à rester. Tant les Nations unies que les gouvernements de la coalition se préparent à redéployer, en conséquence, une partie de leur assistance aux administrations afghanes de provinces et de districts. Un renforcement de cette assistance civile est d'ores et déjà nécessaire.

Lentement, les forces de sécurité afghanes croissent en quantité et en qualité depuis l'arrivée d'une nouvelle direction de la mission de formation de l'Otan en novembre. Le [Président Karzai](#) a lui-même défini 2014 comme l'année à laquelle ces forces de sécurité prendraient leurs responsabilités sur l'ensemble du pays.

Un chantier particulièrement complexe est sans conteste celui de la corruption et de la justice, comme le démontrent à nouveau les récents développements. Si la part nécessaire des efforts afghans dans ce domaine est colossale, les pays donateurs doivent faire aboutir la mise en place de meilleures procédures pour l'attribution et le suivi des contrats de développement, de construction et de sécurité.

Le défi de la réconciliation

Par ailleurs, le défi principal demeure celui de la réconciliation avec les éléments talibans les plus modérés et de la création d'une réelle dynamique régionale. Certes, la Jirga consultative pour la paix, de mai, a entériné le principe de la réconciliation et l'ensemble des acteurs s'accordent à dire que la solution en Afghanistan ne peut être que de nature politique.

Mais le mécanisme reste à définir tant pour le gouvernement afghan, qui doit le mener, que pour la communauté internationale qui sera amenée à l'approuver et à le soutenir.

Le représentant spécial américain Richard Holbrooke, le représentant civil de l'Otan à Kaboul, Mark Sedwill, le représentant spécial de l'Union européenne Vygaudas Ušackas ainsi que Staffan de Mistura, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, ont multiplié ces derniers mois les échanges avec les pays d'Asie et du Moyen-Orient pour les convaincre de s'engager d'avantage dans le processus politique et de développement, notamment dans la formation des forces de sécurité.

Un représentant expérimenté et incontestable doté d'une certaine sensibilité culturelle et agissant avec l'approbation du gouvernement afghan sous l'égide d'un mandat clair de la communauté internationale, pourrait explorer et développer des pistes sur la conduite d'un processus de réconciliation qui devra être porteur d'avenir pour l'ensemble du peuple afghan et non pas seulement pour quelques-uns.

A plus long terme, la question de l'influence pakistanaise, mise à nouveau en lumière par les fuites récentes, et des raisons qui la motive, doit être adressée de manière définitive à la satisfaction de l'ensemble des principaux acteurs concernés si l'on souhaite éviter une rechute.

Enfin, le cadre institutionnel afghan a probablement montré ses limites ces deux dernières années et devrait être amené à évoluer en tenant compte du processus de réconciliation, en pérennisant les acquis des huit dernières années tout en améliorant les outils de gouvernance permettant d'adresser la corruption ainsi que l'emprise des potentats provinciaux les plus nuisibles.

Malgré les nombreuses nouvelles tragiques qui en reviennent régulièrement, l'Afghanistan a le potentiel pour devenir, à l'issue d'un processus politique, un lieu d'échange dans un environnement régional apaisé plutôt qu'un pôle de destruction et de déstabilisation pour ses citoyens, ses voisins et ses alliés. Cela demande une unité et une continuité d'effort après des années d'errements.

La responsabilité des pays engagés est de créer les conditions et de guider le gouvernement afghan pour ce faire.

3190 VISITES | 10 RÉACTIONS



Tweeter

J'aime

9

2

TAGS

ETATS-UNIS • AFGHANISTAN • AL QAEDA • TRIBUNE • OTAN



Escapade aux îles

Les îles écossaises ont été votées les plus belles d'Europe. Découvrez-les pour vous-même!



STOP aux frais bancaires!

Visa Premier gratuite + 30 € offerts à l'ouverture d'un compte ! Sans frais supplémentaires.



Bienvenue sur Meetic

Rencontrez d'autres célibataires. Les gens n'attendent que vous ! Inscrivez-vous gratuitement

Publicité  Ligatus

A LIRE AUSSI

Le Plus

Eric Zemmour tacle Canal Plus, "une chaîne de bobos" : il a raison ou c'est faux ?

Obsession

2 jours de jeûne par semaine : le régime 5/2 arrive en France

Rue89

La France est nulle en orthographe : enquête (pas désespérée) dans Rue89 Week-end

Rue89

« Je vous écris car mon chat est mort hier » (et je pense que c'est à cause des pesticides)

Rue89

J'ai rencontré un homme qui a tout lâché pour le bitcoin

VERBES THÉMATIQUES

avoir être pouvoir faire permettre